



MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ÉNERGIE ET DE LA MER

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est

BAR-LE-DUC, le 20 avril 2017

Unité Départementale de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
Division de Bar-le-Duc
Cité administrative – Bât. C1 – Rue du 94^{ème} RI
CS 70542
55 013 BAR-LE-DUC CEDEX

Nos réf. : CL-075/2017

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

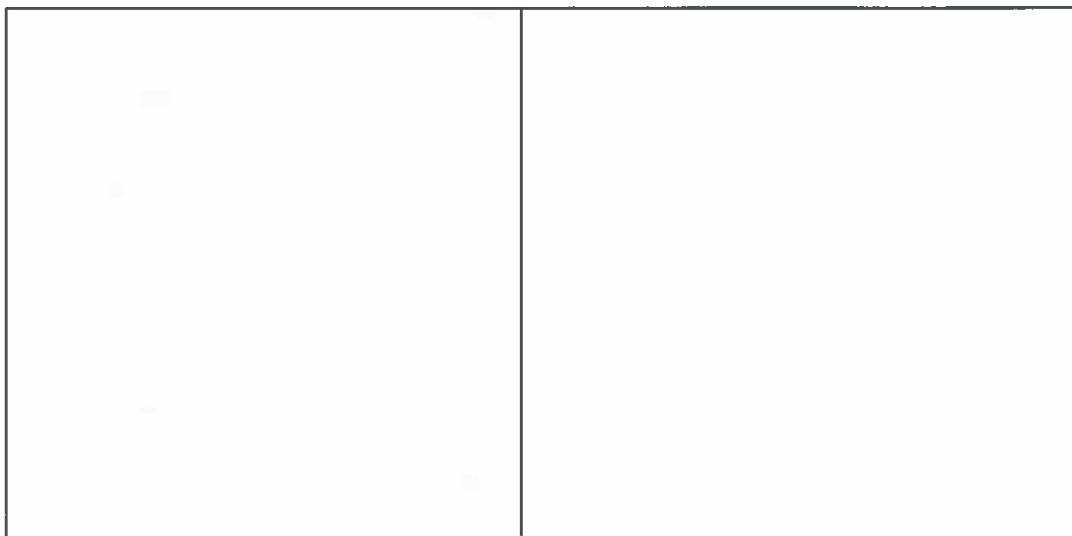
Objet : Société ARCELORMITTAL CONSTRUCTION FRANCE SITE 1 à CONTRISSON.

Constitution des garanties financières pour la mise en sécurité.

Présentation au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST)

Référence : Proposition de calcul transmise le 23 décembre 2013.

Pièce jointe : Projet d'arrêté préfectoral complémentaire.



« Ce document est susceptible de ne pas disposer de signature manuelle. Vous pouvez obtenir une copie de l'original signé en prenant contact à l'adresse mentionnée en en-tête. »

I. PRESENTATION

La société ARCELORMITTAL CONSTRUCTION France « Site 1 » est autorisée, par l'arrêté préfectoral n°2003-3118 du 11 décembre 2003, à exploiter une usine de travail mécanique des métaux comprenant des chaînes de galvanisation et de prélaquage en continu de tôles acier sur le territoire de la commune de CONTRISSON.

Le décret n°2012-633 du 3 mai 2012 a instauré l'obligation de constituer des garanties financières, en vue de leur mise en sécurité, pour certaines installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) qui sont susceptibles d'être à l'origine de pollutions importantes des sols ou des eaux, en raison de la nature et de la quantité des produits et déchets détenus. Cette obligation a été codifiée au 5° de l'article R.516-1 du Code de l'environnement.

L'objectif de ces garanties financières est de couvrir les frais de la mise en sécurité du site des installations visées par le dispositif en cas de défaillance de l'exploitant.

Les installations soumises à l'obligation de constitution des garanties financières sont listées par arrêté ministériel du 31 mai 2012. Pour le site qu'elle exploite sur le territoire de la commune de CONTRISSON, la société ARCELORMITTAL CONSTRUCTION France « Site 1 » est notamment concernée au titre des rubriques 2565, 2567 et 2940 et est tenue, en application de ce texte, de constituer ses garanties financières selon l'échéancier suivant :

- 20% du montant total de la garantie à la première échéance fixée à l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susmentionné ;
- 20% du montant total de la garantie pendant les 4 années suivantes, ou, 10% pendant les 8 années suivantes si les garanties sont contractées auprès de la caisse des dépôts et consignment.

L'exploitant doit transmettre au préfet à la première échéance fixée par l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susmentionné, un document attestant de la constitution de garanties financières conforme au modèle d'acte de cautionnement solidaire prévu par l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'environnement.

Conformément à l'article 3 de ce même arrêté, la proposition de montant des garanties financières est à adresser au préfet au moins six mois avant la première échéance de constitution, soit pour le 31 décembre 2013 au plus tard pour la société ARCELORMITTAL CONSTRUCTION France « Site 1 ».

Cette proposition de calcul a été transmise par l'exploitant par courrier le 23 décembre 2013. Elle a ensuite été complétée par l'exploitant par courrier du 17 octobre 2014, suite aux remarques de l'inspection par courrier du 11 août 2014, puis par courriers électroniques 20 mars 2017 suite aux remarques de l'inspection par courrier électronique du 2 février 2017 et enfin du 4 avril 2017 suite aux remarques de l'inspection par courrier électronique du 23 mars 2017.

II. ANALYSE DE L'INSPECTION

Le montant des garanties financières est déterminé selon la formule suivante :

$$M = Sc [Me + \alpha(Mi + Mc + Ms + Mg)]$$

Avec :

- **Sc** : coefficient pondérateur de prise en compte des coûts liés à la gestion du chantier. Ce coefficient est égal à 1,10 ;
- **Me** : montant, au moment de la détermination du premier montant de garantie financière, relatif aux mesures de gestion des produits dangereux et des déchets présents sur le site de l'installation ;
- **α** : indice d'actualisation des coûts ;
- **Mi** : montant relatif à la neutralisation des cuves enterrées présentant un risque d'explosion ou d'incendie après vidange ;
- **Mc** : montant relatif à la limitation des accès au site comprenant la pose d'une clôture autour du site et de panneaux d'interdiction d'accès à chaque entrée du site et sur la clôture tous les cinquante mètres ;
- **Ms** : montant relatif au contrôle des effets de l'installation sur l'environnement couvrant la réalisation de piézomètres de contrôles et les coûts des analyses de la qualité des eaux de nappe au droit du site ainsi qu'un diagnostic de la pollution des sols ;
- **Mg** : montant relatif au gardiennage du site ou à tout autre dispositif équivalent.

Pour le site de la société ARCELORMITTAL CONSTRUCTION France « Site 1 », l'exploitant arrive aux montants suivants :

- **Me = 75 012 € ;**
- **Mi = 0 €, le nombre de cuve enterrée étant de 0 ;**
- **Mc = 795 € ;**
- **Ms = 92 000 € ;**

- **Mg= 38 067 €.**

La liste des produits dangereux et déchets entrant dans le calcul est précisée dans les tableaux suivants récapitulant les quantités maximales susceptibles d'être présentes sur le site :

PRODUITS DANGEREUX

Nature des produits	Quantité maximale présente sur le site
Acide chlorhydrique	96 m ³
Soude	60 m ³
Acide sulfurique	4 m ³
Chaux	10 m ³
Bain de traitement de surface	6 m ³
Cuves de peinture + canalisation	120 m ³ + 2 m ³ soit 142 tonnes
Fûts de peintures	60 m ³ soit 72 tonnes
Inhibiteur leuzolit (ralentisseur réaction DKP)	2 m ³
OPA2 (anti tâche au rinçage)	2 m ³
Bain de galvanisation (Mattes Zinc)	90 tonnes
Solvants en containers	9 m ³
Cuve aérienne de fioul	6 m ³
DIB (papier, carton, bois)	15 m ³

Les coûts de transport des produits dangereux seront de **3600 € HT**, les coûts d'élimination y compris la TGAP – **41961€ HT**.

DECHETS

Nature des déchets	Quantité maximale présente sur le site
Bain usé de décapage	150 m ³
Bain usé de décapage (cylindre)	7 m ³
Solvants souillés	6 m ³
Déchets solides dangereux en benne	30 m ³
Boues d'hydroxydes métalliques liquides de STEP	60 m ³
Chutes de bois	4 m ³
DIB en mélange	4 m ³

- Il n'y a pas de cuve enterrée de carburant sur le site 1 de CONTRISSON ;
- Trois piézomètres de surveillance sont déjà implantés ;
- Le site est déjà entièrement clôturé sur 2250 mètres et comporte 8 entrées (soit nécessité de mettre en place 53 panneaux) ;
- Le nombre d'heures de gardiennage a été fixé par l'exploitant à 2880 heures pour 6 mois, avec en plus deux rondes par jours ouvrés et la télésurveillance.

L'indice d'actualisation des coûts a été établi sur la base des données suivantes :

$$\alpha = \frac{\text{Index}}{\text{index}_0} \times \frac{(1 + \text{TVA}_R)}{(1 + \text{TVA}_0)} \quad \text{avec :}$$

- Index : indice TP01 utilisé pour l'établissement du montant de référence, soit 702,2 (juillet 2013) ;
- Index₀ : indice TP01 de janvier 2011, soit 667,7 ;
- TVA_R : 20% (taux de TVA applicable lors de l'établissement de l'arrêté préfectoral fixant le montant des garanties financières) ;
- TVA₀ : taux de TVA applicable au 1^{er} janvier 2011, soit 19,6%.

Après prise en compte des coûts liés à la gestion du chantier et de l'indice d'actualisation, le coût total des garanties financières à constituer est estimé par l'exploitant à **234 379 euros**.

Au regard de ces éléments, l'inspection des installations classées considère que le montant global des garanties financières apparaît cohérent en ordre de grandeur avec les enjeux des installations du site. Il est rappelé que le détail des calculs relève de la responsabilité de l'exploitant et pourra faire l'objet de contrôles ultérieurs.

Par ailleurs, toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une modification du coût de mise en sécurité nécessitera une révision du montant de référence des garanties financières.

III. CONCLUSION ET PROPOSITIONS

Sur la base des précédentes conclusions et conformément à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières, l'inspection des installations classées propose à Madame la Préfète de la Meuse de prendre un arrêté préfectoral fixant le montant des garanties financières à constituer par l'exploitant ainsi que les quantités maximales de déchets pouvant être stockées sur le site.

Un projet d'arrêté préfectoral est proposé en ce sens en annexe du présent rapport.

L'avis des membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) devra être recueilli sur le projet d'arrêté préfectoral correspondant figurant en **annexe** du présent rapport, préalablement à son adoption et à sa notification.



ANNEXE :

PREFETE DE LA MEUSE

Préfecture
Secrétariat Général
Direction des Usagers et des Libertés Publiques
Bureau de l'Environnement

ARRETE n° 2017-

Arrêté préfectoral complémentaire Société ARCELORMITTAL CONSTRUCTION France « Site 1 » à CONTRISSON

**La Préfète de la Meuse,
Chevalier de l'ordre national du mérite,**

Vu le livre V – titre 1^{er} du Code de l'environnement, et notamment son article R. 512-31 ;

Vu le Code de l'environnement, le livre V, titre 1^{er} relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment ses articles R. 516-1 à R. 516-6 ;

Vu la nomenclature des installations classées ;

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 23 août 2016 nommant Mme Muriel NGUYEN Préfète de la Meuse ;

Vu l'arrêté préfectoral 2016-2002 du 19 septembre 2016 accordant délégation de signature à Mme Corinne SIMON, Secrétaire Générale de la préfecture de la Meuse ;

Vu l'arrêté ministériel modifié du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre des mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2003-3118 du 11 décembre 2003 autorisant la société ARCELORMITTAL CONSTRUCTION France « Site 1 » à exploiter une usine de travail mécanique des métaux comprenant des chaînes de galvanisation et de prélaquage en continu de tôles acier sur le territoire de la commune de CONTRISSON ;

Vu le calcul du montant des garanties financières précité, proposé par la société ARCELORMITTAL CONSTRUCTION France « Site 1 » par courrier du 23 décembre 2013 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est CL-075/2017 du 20 avril 2017 ;

Vu l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) dans sa séance du ;

Considérant que la société ARCELORMITTAL CONSTRUCTION France « Site 1 » est soumise à l'obligation de constituer des garanties financières pour les installations qu'elle exploite sur la commune de CONTRISSON en application de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé ;

Considérant que les installations exploitées sont notamment soumises à autorisation au titre des rubriques 2565, 2567 et 2940 de la nomenclature des installations classées listées par l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé et qu'elles sont considérées comme existantes au sens de ce même arrêté ;

Considérant que la proposition de calcul de garanties financières transmise par la société ARCELORMITTAL CONSTRUCTION France « Site 1 » est conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé et conclut à un montant de garanties supérieur à 100 000 Euros TTC ;

Considérant en conséquence que l'exploitant doit constituer des garanties financières en vue d'assurer la mise en sécurité des installations classées visées par le dispositif en cas de défaillance, conformément aux dispositions des articles R. 516-1-5 et suivants du Code de l'environnement ;

SUR proposition de la Secrétaire Générale de la préfecture de la Meuse ;

ARRETE

Article 1^{er} : Champ et portée du présent arrêté

La société ARCELORMITTAL CONSTRUCTION France « Site 1 » est autorisée à poursuivre l'exploitation d'une usine de travail mécanique des métaux comprenant des chaînes de galvanisation et de prélaquage en continu de tôles acier sur le territoire de la commune de CONTRISSON, sous réserve du respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral n°2003-3118 du 11 décembre 2003 modifié comme suit.

Article 2 : Garanties financières

2.1 Objet des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour l'ensemble des installations exploitées sur le site, listées à l'arrêté ministériel modifié du 31 mai 2012 susvisé, au titre du 5° du IV de l'article R.516-2 du Code de l'environnement et à leurs installations connexes.

Elles sont constituées dans le but de garantir, en cas de défaillance de l'exploitant, la mise en sécurité du site de l'installation en application des dispositions mentionnées à l'article R.512-39-1 du Code de l'environnement.

2.2 Montant des garanties financières

Le montant des garanties financières est fixé à **234 379 Euros TTC**.

Ce montant est fixé sur la base d'un indice TP01 de juillet 2013 et un taux de TVA de 20%.

2.3 Modalités de constitution des garanties financières

L'exploitant devra constituer des garanties financières dans les conditions prévues à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du Code de l'environnement.

Le document attestant la constitution des garanties financières est délivré par l'un des organismes prévu à l'article R.516-2 du Code de l'environnement.

Il est établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.

Le document attestant de la constitution de la première part du montant initial des garanties financières est transmis au préfet à la première échéance.

Les documents attestant de la constitution des incréments suivants sont transmis au préfet au moins trois mois avant chaque anniversaire de la constitution initiale.

2.4 Renouvellement des garanties financières

Le renouvellement du montant total des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 2.3 du présent arrêté.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.

2.5 Actualisation des garanties financières

Sans préjudice des dispositions de l'article R.516-5-1 du Code de l'environnement, l'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières tous les 5 ans au prorata de la variation de l'indice publié TP01 et en atteste auprès du Préfet.

Le montant réactualisé est obtenu par application de la méthode d'actualisation précisée à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé.

2.6 Révision du montant

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une modification du coût de mise en sécurité nécessite une révision du montant de référence des garanties financières et doit être portée à la connaissance du Préfet avant sa réalisation.

2.7 Absence de garanties financières

Outre les sanctions rappelées à l'article L.516-1 du Code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension de fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.171-8 du Code de l'environnement. Pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

2.8 Appel des garanties financières

Le Préfet peut faire appel aux garanties financières à la cessation d'activité, pour assurer la mise en sécurité du site en application des dispositions mentionnées à l'article R.512-39-1 du Code de l'environnement :

- soit en cas de non-exécution par l'exploitant de ces dispositions, après intervention des mesures prévues à l'article L.171-8 du Code de l'environnement
- soit en cas d'ouverture ou de prononcé d'une liquidation judiciaire à l'égard de l'exploitant,
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant.

2.9 Levée de l'obligation de garanties financières

Lorsque l'activité a été totalement ou partiellement arrêté et après mise en sécurité de tout ou partie du site des installations couvertes par lesdites garanties en application des dispositions mentionnées aux articles R.512-39-1, le préfet détermine, dans les formes prévues à l'article R.512-31, la date à laquelle peut être levée, en tout ou partie, l'obligation de garanties financières. La décision du préfet ne peut intervenir qu'après consultation des maires des communes intéressées.

En application de l'article R.516-5 du Code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

Article 3 : Changement d'exploitant

Le changement d'exploitant de l'installation couverte par les garanties financières est soumis à autorisation préfectorale. Le nouvel exploitant adresse au préfet les documents établissant ses capacités techniques et financières et l'acte attestant de la constitution de ses garanties financières, au moins trois mois avant le changement effectif d'exploitant.

A défaut de notification d'une décision expresse dans un délai de trois mois, le silence gardé par le préfet vaut autorisation de changement d'exploitant.

Article 4 : Quantités maximales de déchets pouvant être entreposées sur le site

A tout moment, les quantités de déchets pouvant être entreposées sur le site ne doivent pas dépasser, pour chaque type de déchets, les valeurs maximales définies dans le tableau ci-dessous :

Type de déchets	Quantité maximale sur site
<i>Déchets dangereux</i>	
- Bain usé de décapage	150 m ³
- Bain usé de décapage (cylindre)	7 m ³
- Solvants souillés	6 m ³
- Déchets solides dangereux en benne	30 m ³
- Boues d'hydroxydes métalliques liquides de STEP	60 m ³
<i>Déchets non dangereux non inertes</i>	
- Chutes de bois	4 m ³
- DIB en mélange	4 m ³

L'exploitant est néanmoins tenu d'évacuer ses déchets régulièrement. Il devra être en mesure de le justifier à l'inspection. Il tient à jour un état des stocks de déchets présents sur le site qui est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 5 : Sanctions

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 7 du livre I du Code de l'environnement.

Article 6 : Frais

Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 7 : Recours

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de NANCY – 5, place de la Carrière – case officielle n° 38 – 54 036 NANCY Cedex. Le délai de recours est de deux mois à compter de sa notification pour l'exploitant ; le délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Article 8 : Articles d'exécution et d'information

Articles d'exécution et d'information